

Art. 2. — La commission, composée de six *membres*, comprend en son sein également des représentants de l'administration et des représentants du personnel.

Art. 3. — Sont désignés en qualité de représentants de l'administration:

Le directeur des Journaux: officiels ou son représentant, président;

Un représentant du secrétariat général du Gouvernement;

Un chef de service de la direction des Journaux officiels.

Le médecin de la direction des Journaux officiels pourra, le cas échéant, être appelé à siéger à titre consultatif.

Le directeur délégué de la Société de composition et d'impression des journaux officiels, ou son représentant, pourra également être appelé à siéger à titre consultatif, lorsque la commission sera amenée à examiner la situation d'un agent de cette société.

Art. 4. — Les représentants du personnel sont désignés par les organisations syndicales les plus représentatives; il est prévu un suppléant pour chaque représentant.

Les représentants du personnel sont nommés pour un an; leur mandat peut être indéfiniment renouvelé.

Art. 5. — La commission se réunit sur convocation du président, qui fixe l'ordre du jour. Elle émet des avis motivés.

Art. 6. — Pour délibérer valablement, la commission doit compter au moins quatre membres présents et comprendre autant de représentants du personnel que de représentants de l'administration. Les avis sont pris à la majorité des voix. A égalité de voix, le président a voix prépondérante.

Art. 7. — Le secrétariat de la commission est assuré par un fonctionnaire de la direction des Journaux officiels. Des procès-verbaux sont dressés après chaque réunion et signés par les membres présents.

Art. 8. — L'avis de la commission est transmis, pour décision, au président du conseil.

Art. 9. — Le directeur des Journaux officiels est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 23 mars 1930.

Pour le président du conseil des ministres et par délégation:

Le secrétaire général du Gouvernement,

A. DHUILLIER:CAT.

## MINISTÈRE D'ÉTAT

Décret no 50-360 du 25 mars 1950 portant reconstitution de la commission paritaire des journalistes de presse.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre d'Etat, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des affaires étrangères, du ministre de l'industrie et du commerce, du ministre des postes, télégraphes et téléphones, du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat aux finances et du secrétaire d'Etat aux finances (affaires économiques),

Vu la loi du 16 avril 1930 (art. 90 et 91), modifiée par l'article 1 du décret du 31 août 1931;

Vu le décret de codification du 27 janvier 1931;

Vu la loi du 22 mars 1931;

Vu le décret du 23 juillet 1931 (art. 2),

Décret:

Art. 1er. — Il est créé auprès du ministre chargé de la presse une commission chargée de donner un avis sur l'application aux journaux et écrits périodiques des dispositions:

1° Des articles 12 02° et 39 (3°) du décret de codification des taxes sur le chiffre d'affaires du 27 janvier 1931;

2° De la loi du 16 avril 1930 (art. 90 et 91), modifiée par l'article 4 du décret du 31 août 1931;

3° Du paragraphe 2 de l'arrêté du 27 décembre 1929.

Art. 2. — La commission est composée comme suit:

Un représentant du ministre chargé de la presse, président; Deux représentants du ministre des finances et des affaires économiques;

Un représentant du ministre des postes, télégraphes et téléphones;

Un représentant du ministre des affaires étrangères;

Un représentant du ministre de la justice;

Un représentant du ministre de l'industrie et du commerce; Sept représentants des entreprises de presse.

les représentants des entreprises de presse ont désigné par le ministre chargé de la presse sur présentation des organisations professionnelles les plus représentatives.

Les membres de la commission pourront être remplacés en cas d'empêchement par des délégués suppléants désignés dans les mêmes conditions que les membres titulaires.

Le secrétariat de la commission est assuré par le service de presse de la présidence du conseil.

Art. 3. — Tout journal ou écrit périodique désirant bénéficier des dispositions visées à l'article 1er du décret doit adresser une demande en ce sens au secrétariat de la commission; cette demande doit être jointe deux exemplaires du journal ou écrit périodique.

La commission examine si la publication paraît remplir les conditions prévues par le décret du 13 juillet 1931, modifié par le décret du 8 février 1937, et par la loi du 16 avril 1930 (art. 90 et 91), modifié par l'article 4 du décret du 31 août 1931, et formule son avis.

Dans l'affirmative, elle délivre à celui-ci un certificat d'inscription qui doit être produit à l'administration de toute demande tendant à obtenir le bénéfice des privilèges financiers et fiscaux prévus par la loi du 16 avril 1930 (art. 90 et 91). Le certificat d'inscription est retiré si le journal ou écrit périodique ne remplit plus les conditions prévues.

Art. 4. — La commission peut être saisie par les ministres intéressés de toute question relative à l'application des textes visés à l'article 1er.

Art. 5. — L'article 2 du décret du 23 juillet 1931 est abrogé.

Art. 6. — Le ministre d'Etat, le ministre des finances, le ministre des postes, télégraphes et téléphones, le ministre des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'industrie et du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 25 mars 1930.

GEORGES BIERRE.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre d'Etat chargé de l'information,

PICHON:UE:IRI TEITGE:.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,  
JULIEN:OL:YEH.

Le ministre des affaires étrangères,

SCHERER:O.F:.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

URICE: PETSCHÉ.

Le ministre de l'industrie et du commerce,

JEAN:AGIE LOUVEL.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,

LE:RLES BHE:.

Le secrétaire d'Etat aux finances,

EDGAR F. N. HE.

Le secrétaire d'Etat aux finances (affaires économiques),  
non entenu.

## FONCTION PUBLIQUE ET REFORME ADMINISTRATIVE

Instruction no 7 du 23 mars 1950 pour l'application des dispositions du statut général des fonctionnaires relatives aux congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence.

La loi du 19 octobre 1911 portant sur le statut général des fonctionnaires, dans ses articles 86, 87 et 88, a prévu des dispositions relatives au congé annuel, ainsi qu'aux autorisations exceptionnelles d'absence. Avant la promulgation de ce texte, les administrations appliquaient en ces matières des règles traditionnelles dont certaines pouvaient être en contradiction avec la loi. Enfin, d'autres dispositions législatives ou réglementaires particulières, notamment la loi du 18 mai 1906, relative à la correction des condamnés, ont créé des suppléments de traitement pour certaines catégories de fonctionnaires. Ces dispositions, en contradiction avec la loi, ont été abrogées par la loi du 23 mars 1950.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités d'application de la loi du 23 mars 1950.



## § J. — FLA...TIG DES IUTES DE DEPAU F.IL -COSGÉ

D'après le tr-J.isi-(mc alinéa de l'article 86 du statut général  
« l'< dmiflisra Lon conscrYc toute liberté pour échelonner les  
cong... ».

Il <:;:ml(' de cette dbposilion:

a) Qu'il appartient à cllarp:e -ministn ainsi fJ\_U'à chacun des chefs  
de "l-riccs ou d't:Jùli. s<ments habilil s à cet effet par le mini. t e  
comp(-lcnl, de rixer l's dates extn!nu;s de la pC:riodic au cours de  
laque...lle les CO:lè:s l)Ourront être pris;

b) Qu'c des mêmes autorlt3:: ont loutc lntuldc po\_ur ut'te:r:niner Je  
rvhl -- des dépn:ts en roné rt l'ord'C de .cs dt'parts. lon!:::lo!:::  
<ile>; ti0j)-cnt l'llir cmplé de la prescription ou uémitT alinéa <le  
l'arh-: Sli ::elon Jccp:cl "les fonrlionwirc charL's de iawille lléné-  
fic.h:l\ d'un( prii)J"itf pour Je r loix des péro:ar: de congés annuels --  
J)ut:l' iJlJnièrc gOnl:tdc, il y a lieu de maintenir en cc qui concerne  
l'élilihi...cmnt dr:: u:nrs de départs les rt:ges r:outmlièrcs consa-  
-cr!es par l'us; gc an sein des d!Ycrses admin!stro:llons.

## CHAPITRE II

Du congé supplémentaire institué par la loi du 18 mai 1946.

Ttt loi no -J.f.-1025 dn 18 mal 19W a. prénl l'octroi au rhes de fmille,  
sn!tri: Je,nConn:lirc Ou -agei)t des crvics publics, d'nn congé sup-  
pl:hncntdre de trob j HH", à l'o0,nslon d - ch HJl !! n l:-9r.cc à son  
foyer. Ce texte, <lnnt l mkrt! soc :J! pq ("vwent, s .nsp!re du souct de  
faciliter au père de f<:nitc Ir: d'elllarclcs de tous ordres nécessitées  
"u!r u nai :ant'e de '0011 enfant.

J.c::; r'f:Odilions r!l:1ppliation de cc trlx ont évr! précisées par une  
t'ir:uJairc no -B9 n.r:r du min!tre drs lin:lnn; en dntc du 21 jllilcl  
19-IG. L's dispos:itions essentie!les de cette circulahc sont ruppelées  
f."i-après:

## § IOT, — BÉXIFICIAinES

L'expression " foncOnnair ou n. ent des srrvir cs publics a doit  
(.tr; e!dn'd-w int fJl:o; lar!!l : -je-u; devroot rlonr, i' tre rxdns du  
héiH fir!l dudit rong( le< Jwr. oJmels emp!oyés à litre Jlas.sugcr ou  
ue.r:d: Jtl: ou de fr:nron intcrmi!rmic ou d!COJJlinue.

## § 2. — Co:"i:llno:s s m:onsE-S

Srnl peut prr:le:ldrc au bcnéfkc dr la loi du JS mai 1916 le père  
dt'. reola:tt.

CL:tl règle llt :=:oul'c l:l:l cle difficulté par!rulil r-r5 lorsqu'il  
s'agi cl'HH enfai! L:l:l iJW. ltr r-nnl<rl. d:J! lc t'a; de n<"Ji::;:anc d'un  
oenf:lt Jtatne\ le rba.H ou u rong-é sr:ra Etlbord Jlllé aux deux condi-  
tion::; :=:u:lnltc::;

a) Qt:e ronc<lllt pui se 6tr3 J:gaicm(nt. et soit effccti-ement  
re-o:r:7tl per le p:re;

fJ) Que r.cluJ-d viYe d'une manière n0loirc et permanente avec la  
mère d:l' fcnf<Jlll.

L:;t san,tio:l tl: Cl'lc ohliJlton Sr:ra la rel,JlUC du trailcmPnt ou  
sn laire t:oc-rc pond:nt aux lruis joms de t:ougr! i buils les rinq mois  
qui :nir:ont Ja n:is::;:uce il est avéré que ces COIHliUons n'ont pas  
éti remp!és.

Il :::t IH cessa:r c: fin que b nais. nn:oc i:Jl<:r:::icnnc . un' oépoque  
de :a r::>3es e H:llo; rruc l'enfant nura!t fill être suscrptihle de v:ine.  
C'c t alsi qtl'uril iau:::e rotldll' =urvcue dans -les sept jwmi-ers  
moi: de la .gros:::E. s::: ne saurait (lrr a' fml(f: à une -r:rla lie nais  
sa.w:l- . )::; les tas lili2ièux c'est «u mēUedn qu'il appartiendra de  
e prn:wncr sur :;e JJOint.

## § 3. — [QO:l.M:1'ff:s n\TTRTBITIIG

Il <onvi:nt dr pr<:,io:l'r fille l'avntna prthn pnr Ta loi du 18 mai  
doit s'analyser non cOlllnlC l'ne autOri:ction d'a-bsmr.e mais hien  
-rommf' ua con::; iUppl.mrnUtre: en l'ouséquence-, si le bénéficiaire  
-6vcn u0l 'e tr-J-n-c en con:lé anna ou en -rongé de maladie au  
ffi(liltUf de la n:d sanre, il pot:rra prolonger de trois jours la durée  
<lui-ci.

Je t'ong-é e:lt de trois jours onnables, :onsécums ou non, mais  
inrlu :; dans une périodr: de quinze jours entonrnt Ja naissance. Le  
sarw'di doit être considéré comme jonn ouvrable

Le::; nais:nncc::; §rmcllaire::; ou multiple::; ne donneront pas lieu à  
l'applicatim de rf:glcs particulières.

## CII/PJTitE III

AtJorisattons s\_péciales d'absence.

-r:artldr. SS de la loi du 19 or! l'hi!l 19!6 pr:voit "deux cas d:ms  
les:prl:' Jc.s nulùrl<a tions ex:ptionnel!s d'absen(C. n'entrant pas  
{l'lrumpé dans 1 cakl::; .sies é:ns allnucl-s, pcutent Nre arcordées.  
la portée ue r.e texte doit ttre précisée. En enet; H n'a <:rtainement  
Jlas éts dans l'mention du Jégislateur .o.Jin:rdirc aux "mhers de ser  
'ce d'autoriser, p:H mesure de Jlmcl:aa-e, des absenfes justi-  
lit: s par -des molifs -particulcr!-, comme par exemple des én:ncments  
l4ç tHnillc. On e:t don, tmmé "à considérer que la réJaction de  
l aTU(-lr fS d'clcrmine Jes r:l:s oil les au:orisations exreJ)ionn"lles  
"doi:rnl "ù:rc :l: wrdées, au r:lsr, une autre interprétiOn reYicn  
dra!t à reconn<fll'e à l'adminisrl-lli+m le droit d'empêrhN un fon-  
ctionn:lirc d'exercer la Jlyndion -publique éle:ctive ou le mandat syn-  
dical lloilt il puit être investi.

## § fer. — At:TOni\$.TIONS m: DROIT

tes autorisations :l:nsi pr-éYth'S se raUarllent »deux ordres d'idées.  
Elles unt pour objel de p rmcttre la par!iCJ)mlion d-es ronctJonnair :

1o <lux tra"t"aux tles asst.mhl-ics )nhliques lerlvcs;

2° AtL\ traoux Ü(S o:ganhmes professionnels.

## 1o l'nrl-icipation aux travaux des asscmblées publiques élCctives

Une dbUnction dnt t:trc opérée suivant -que Je m;-tndat C clif dont  
est im- sli Je ronclliùrln<lril o::ompnte ou non des oJlJigations ne lui  
permclla:nt pas à:::urer norm:llemL'nt la marche de on service.  
Dan<; le prellijCr C0.5, il Joil', JUX trnn s de l'artlc 99 (Jo), être  
piacé rn position Ge délt:hcmnt. Dan> h seo::ond ca, il pen!, confor-  
mémrnt au d :pos:io:J::; Je l'a"li:::le 88 ("<), ohtenir des autori ntions  
sériat::; M'rhserF-e dnns ln Jimile de la durée tota:e <les sessions  
de l'asscmblée dont il fait po:ric.

Ces nutorisations sOnt donc soumises à une -dou'b!e condition:

D'une prnt, elle::; ne pC!ly! nt l-:tr acordées qrt:l l'or:,a:::ion des  
session des a:::croJlOe::; -dont le ioncllclllnaire est membre élu, ct  
ne W'u\ C"nt excédr Jcur du:éc;

D'a:Jl' C part, elles ne do:rent pas l:rc de nature à cmpêler leur  
bén.ficJo:re d'assurer l:l: marche de son scr.vke.

Cette dernière coJlJition peut soulever une difficulté d'in crpréta-  
tion. Il u'est pJ5 douteux, en effet que, sui'ant la n:lttt e :Je l'emploi  
et le gr< uc des J:gnl::; kur absen::e peut Nre plus vu mums prtju-  
dktahle a la bonne m<rc'h du service. En outre, taissr à admin-  
nistr<llion le son de dMnir les cas dJn, lrsquels te débrrhellCnt  
doit être substitué à l'autoriso:ion d'atJ::;enre risqu<r<rlit <laJouir  
pratiquement à pl'lyer les intéressés du JJén<:fic drs uisposiion::; de  
l'nrtkle 83 (10).

La question se trom'c résolue en re qui r:onn-e:ne le::; :lt-ctiùs  
aux tisscmhléc: lID:tionales par l'Jrticle S8' de la loi élu JO d.S::t mhm  
1928 qur po::e Je :principe de l'imomplihilité " des ionC"lics publi-  
ques rJmuné -ée sur Je> fons de l'El-It ct de tou!t:s autres 1tl:ons  
JluJi:es réml néd-t:s à la now:notation de l'Elat" a/cc l':::rcice du  
m.ln-ùt de s:::natcur ou uc dcm'l'e.

De J0. combin:t:son d! tC texte t:Ycc lts d:sposiions suS'lytS de  
la loi du 1) oclOhrc 10JG, l' r.sulte don. -que le fon:::tionn:lrt é:lt à  
une aserl'b!ée naUonJle dena être l)üt-é en position de se;\k-a  
lht:l'l-l-é.

Le Li:it, par l'in!he.ss-6, de n'avo:r pas Tait COJlJl'lître dan::; le cll'lai  
de huit jours à -compter de la date <le vérification des po:l'Ors  
p!l5n:c par l'u"l'ic r SS de la oi da JO dé'emljrè 1:\$ rptil -rt-li'mr-e  
ill m<tnjart dont H a é-6 i'mesu- nudro. df.man't-e lle mi c en -Jé:a  
chrment.

En ce qui coh'c:ne les as:::cm) écs locJ:e:, il eomènt, dev:mt la  
diffi'ulté de dég-Jger ua critère pXcis, <le sc l'fl'rer au in( -nli-Jl' à  
lé isla leur.

Il rr Slllt des termes mEmrs de la wi dtl 19 or.lvbre 1916, rptil a.  
enlt;uJu l'u:itcr aux fonctionnair::; l'x rrice de\$ Jon::;iJt) pub:iques  
oéleritres, fac:lililJ :l laque:c tcnx<i scr: Jent SOU'l'ltit nhli: s cid  
rmone:er s'lls dcYa:ent ttr-e pJ,J'é:, en Po:rtion de dt-taellcmll, l' r<  
:llikurs, 11 a p:n!vu l'odroi-de, wtorb<llions d'ab encc pOlir la dun-o  
totale Je::; sc:JGm. La dbN:inin:tlon Sc'a don::; eIT-ctuf su:,i.lnt le  
ré (mr d'l: as:Jl'111C::;

Erra seùle col'sil-é:oc'c t'Omme ne pou l'an! donnrr l'eu . autori:::aW!!  
sijJriale Uub::;2-n:::c, la pcut:ipatio!l Jux trav:w d'l' a:sl'Blbt:t's su-  
gè<nt d'Jlne f lçon perrn l nte ou quasi JH:rmn!lClitc; ce sna le ras  
nnt;rmn nt d- s a::: embll'P-s par!ir:nne. L'arrepnan du mandat Jlar  
l'rtlrJ'3-é vaudra alors d'ande de mi'e (l'l d'achcm:tl.

Par COJl're, le "régime d'aut.Jl'baUon; pr<:u t t'l:ric:lr S3 (lo) va:J-  
dra pour la participation lUX Lravax Je:5 assemJh'ies non -prrrna  
nentes.

## 2o Participation au.t' traux des orra:atù: mcs professionnels.

Le lé islatcur, en reronn: is::;: nt fo:me:emct le dr:it :::ynùk l pux  
fondio:unres, a enleldn pur lil ml-mc, rllr permettre de par!iJPN"  
à l'adi :t: des organismes chargés de défendre l'urs int-érCis prl  
fe::;skmnel:s.

Il va de soi que cette activité ne peut nutre à la bonne marche  
des senices. Au:si doit-elle s'exercer en dell'or; des het:rcs de traYail.

A li!e exceptionnel, de d:rog:ations pourront é:è-è arc{)jérés à:  
cette régl::; sur-demande motivée, pré:::cnke aux chef: de ::::rv:r dtlH  
des condi tion::; fixé-es lwr d-6d5lon des ministres inttrcs t-. Toute..  
fois, en r:rtison de l'hnpl'Ilaw-e génélnc que revt\ la d-l-fine d' l-  
ces int-ér!l:s, rertainc::; fac!lités sont élpportées aux représcnlanl3  
s\_yndkanx par l'a) statut g'n:ral des fonctionnair:cs. Ain<J l'arncle 99  
(3<) autorise le délac-hem:nt des rrrp-entJns i'ynùk:nux lorsque  
leur m:ndJt comporte drs ohlga iom les emp\ch:Jnt d'a -me:r m:l-  
malemct leur::; fon:tion (cette mesure a fait l'ohj t cie l'in:::t:rtion  
n" 3 du ler noùt "19ii); de m-rne, l'artkle SS (2:) prh-oit l:le::; autr-  
risat:ion sp-éciale d'absence. Ce sont ces dernières di:po ilions qu'il  
COJlYtll' (oJl'Ulem:nt de pr-é:sel'.

t:ne Tl'loargue pn alab:c :; l'mpose: J'in si qu'il en J (l-é d0fij-é par  
le Goun'mernent au rom.s de la réunion du { onseil de cn!Jnt-t du  
10 juin 1819, :es autorisat:OJb doi:vnt Nre lilm6 s dans lwr durée.  
les OJlHn:es sus-epthles d'être autorl es à cc litre ne pouv.Jnt,  
pour cha.l'Ue b-énéficiaire cxc<5de:r dix jours par an, au totl.

Ces auto:isations peuvent :l:le aceorJl'ltS dnns l'rx cas:

a) A l'occJision de -rrunlom dr3 o:::an:mws directeurs (nnf-éthlau:u  
cu ftd-éaux uU cl'uni0ns Mp:ntcmr: a'les nél"C'Ssitant le dél)la:ommt  
d'es memùr-c:s élus de ssndivats locaux.

Sur,uis le:.. \agents membres des bnrC'JUX des syndicats p'llrent donG .t'en pré\Jloir. Conf-ormément aux disposi:ons etc l'arlb'c ti de la loi du 19 oct<ôbre 19hi, la li'le de re agents devra pr:é:nter l'ensemble des aYoir été communiqué à l'udm:u:stral:on, en même temps que les tatuts de l'organisation;

b) A l'oea3lon de la conyocation des -cong.rès p;-orcess:onnell, s -n-kaux, lédéraux, confédérllux et inter:n:tion<.ux.

Peut cule è\l'e conshtJr-ée cDmme congrès pour l'i; pp:tl-ation èc ette dposil cn, une as rmb\-ée gënë<llc, définie comme ter:c dJn:i les statuts de l'organisation con id\rr:e, ayant pou< but d'appc r:r ren3emb:c de memhr-cs à SC fHOTION-er sur la pollUque gënfirJIC des d rignants, soit dirc:ctemnt, oit p:..r l'ute:méd:aire de délégués ISJLé, ialem'nt mandat.és à t'ct t'ret.

Les manda\i:ires su:cpl:n:c d'ob:enir une aulo i:tlion devrvr.t laYo r été ignés co\formmēt aux di pos:t:ons de tatuts de l'mr (rgnnl:diou et de... ont ju... l'it t du mtmdal -jont il3 auront été inws-is.

C(3 anloj:at:cm a -ant pour obje:t la Mkn::c d'irJlét-ts prûfes-sionne-ls pourron: èl-l'e étendu<e> aux memJ:es dt o-gan:s{n\ - profit-s--sionne: qui n'au:l'alent r:s été -C'blElilués ons la fDme syndicale, dès lors qu'ils auront 110 r:nM:lère v:aiment repr<en\J:IH rt qu.f> leur5 statuts auront été p;-éJ.lal.ün cnt déposés a:Jll:ès de l'ad:n:-ni3lration

ne mémr, cn rai. on dl rJr:c fille c lCm:dsalenn < (n'cnrln raire jouer aux org<: nismcs mu\ll\lils, notamment rn m:titre de s'énr-ilé sociale les rcnré cnl\llh dlnnCnl -rn.HHl\Ps <les onétE:s mutualistes' de fonctionnaires pourrolr également s'en prëndrJir, JICon les conditions définies ci-des:us.

### 3o Dispositions communes.

D'une Jçon gënërlc, i dam irs r::s prOnr à l'entrëe S..l de la loi du 19 oct<ôbre 1911G lco: O.LI\OI'i-'-llion; d'td). rLrc 'ont ron: d'érés comm devJnt trC ohrtJlJid de Jh in dr-oi: llec: \lo,y, nt t- pendant (l're tlemand:cs par lrs. intëres é:.. JI imporle. en eHrt, :que le5 chers de servit<> soient pr-é,enus qn'i y a lien d' nûsager 'des allscnes et soient à même 'Je ronlrùcl' les motifs cl'absence e leurs subordonnés.

'Les aulor:i:ations doivnt (l-'l' ckmandé s por l'it le. mecllir ' du 'Impëricur hiPr:rrhig:Je à l'or:cca lon de cl <HF'le ab cnce clu mo'ns tvingt-quatre heures à l'itY:JILC.

Elles sont arrormc: pour te. for.rUonnuir" des <Jclminhrl:J:ons -entra:cs r(Zr le ministre on son di-cteur de cabinet; pou\ les tonctionnair d<s scriyiles <xlé:irur: Jlar Je prdd ou le liire-trur (é\lariclllCll<J; j)ùll' ft' f'mtliOml\l\TS \(\; é\l:JlJi ti\lPlif: )Hililies de l'Etat, par les dircdeur: tlc ces étnJlJi-s,omeli, saur d(ol:.. JliOll 'H'C'Orcléc au clld de scr\ rc rc:pon alle Je lll gc:liun Oü pr:J:Onncl.

## 2. — AUTORISATIONS FACULTATIVES

### 1. o Autorisations d'absence pour t-rénemnt> d.c fo:llille.

A l'opoé ècs au ->:iJi(ons pr-c2-kmment Y: <sc>: Ir ->:uto:i-a-ion3 d'ah3Cll<C jOUi C\Cnc:nen\ 'üc <Jnllc r( c-n:nt:cnt at: Jw-mment un dr-oi pour le !OJll:onn:l'e. L\cs sont Je :nn:,e; mçures de bicnveillance de la N de :Him:ni<ratl'e'n. Le: c:ers rie srr-IV- e pCUYer: les ac\U\l\Ci J \it:l' f<C:rtalif. JI3 lü font t-n:1W'S tou leur respor:sahilt. p:-3-r:n:l\::. lls s-asse:ert de l'ex.le it:Jlc mte:clle des mnlifs inYnq<> et ctemcmc:lt sru:-. j:r3 quant à )opportunit- de leur att:bnion ea (u:u: AUX r0,rst'ts pr-OJrCs du srrice. Quant à la d:n-ée (h N: nûmrl<apOns. il y n l'r-n. p'o isC r-fère\ aux rëc-c coullm:rc dr nd:n:m:-. n:-ns. T-X< cfoi, leur durée ne de\l-a f<S c\<edrt lrs taux SI: JN:LL:.

a) -r:nl<rgc du r'-w:o:n:ire :cl:tr jours tuy:,lne);

!!! O:c:ts on m:rlnd:.. t:n: q:arc du c\lJiJrtL ùs n:re. ml\c et éniants tlr-ois jnm:3 orr:ab:..s. -Jit la d:l:-(c du coligG SJJ\Li:l de a loi du 18 mai JIJG)

Jl a.p:r:rtienJr: al,lX diff<rent- cl\l3 de S(n-i-, l'cxJmiocr :. dans: c.certain.s ens particulier::, compte tenn c\r3 dl-phrt:Pwnl: à c-f\l:ctU(Y, i,a -Lurc cie l'ah encc peut l-trc majllr'e Jr3 (J\J:il à\ 'J)llle qui, en tout è Jt <le rause, ne Jcna:cn pas exr-éS:..r j\$ lleu'es J. Jlllr et lCtour.

En out.rc, dan: la mc3n:, où Je r.mclunne:llent elu St'rricc le crmelJ'Jl, de-:; faLiJit's d'allsewe pou:ront l-re u -corMcs aux mères de fami:lc pour soigner un enfant ma<Hlc ou :. :urr momC'tané-mnt la garde d'un JCUl:C enf lnt dans le car:, par exemple, de lermcture d'un jarlin d'enL:m: imposée par mesure prop:Lyladique.

o Denwnrlcs (l'autor. otims é-mruvnt de :mtClionww-cs alltrcs que ceux t-risés à l'article SS afilt de wndre Jant à des conoris ou a:Jsemblécs gëllérals d'organismes Jii'O'cSSIONncls ou Fwllwistes.

culs lcs mlini3tres intrc :..s f.l'U-en; rrt'n?re ia dée:son d'ac-torder de telles autnri:at:liis qui ne s'm'fient po r-ckr un caract-ère gën\lra). PeU\Cnt llllrlp:Cl\lCll en j: {n:li:icr k.s lOlll:..JùHlHlICS Cjlll, en Jcl'ors: de cenx rll: a l'cmkle SS. ont appelC:s. à pi-c:H're une part actiYe d:ns le l'r org:miatin). 50u qu'is f<3-en l'objet cl'u:l mandat temJXlraire, soit qnJ5 :soif:nt pr:r on:Jel'ell'li'n charg:és d'un lfo.pport ou d'tm interrcn:ti\l lor d'm c:Jl n\, o l d' la runlnt\l iJ'un conseil: d'adnini:lr:ltinn. hrrrl<lt OH conHé clirl\lClem. L'xtrm-f:im t.c \lrs autOr: :..tinn l dl' im\l'c :rdld-rm:-. lrs r nini:mes {Procs:ionnch on mutu\lJi:es (loit C-tr:.. proh:h:J co;n:nc illtg: Jc. tn

effet, cette mesure o.nrait pour ronsé(lncnrc <le tr- iter le:; fonction ncdrcs <ont il s'agit d'une manière p:us favo-rable q:ue ne Lt l't'VI l':rlie c 88 del st.J.lut g<:nérJl.

Enfin, le conseil de minitres a d:ciù-é. Jans sa r:it:ninn dr 9 octobre Hlll-, qu'il Sel<lit sent comJlent pour accorder des aulor: salions exceptionnelles d'absem-e :ux fo:clionnaires qui en l-raien: la demande pour a:sister à des cong.r-l-s à c: ract-re politiq:ue.

§ 3. — A l'OTIHS.ITJO\ S D' HSE: "Cr: l. MX:OHD:m \t:X FO'CTJO: \IHES COI\l\H\ \t' AHC t:IE TEI\l\l\ J,nEL\H DE \l\l\DE COITJGEC:..l>

La que3lion s'est posée de SJYOir <:m quelle piJ3ition dnaicnt tre placés les fonctionnaires cohabitant avec une pcr5onne a lcinl de m\ldic col:tag:euse, et qui, pm-tenrs de grmcs contJf\lCHX, dorwnl e-u-e élogn:és de lems l'eniels. En l'nbsen:e de dis:rlolions particulières, les intëres :s bën\ficidnt d'autorisations rëda:es d'ab:rncc. Tol:l\f(i), ces autorisations : yant pom objet d\ Yit>r la pro:agation des maladi3 con Jgicr C, ne seront nccorctres qllc clnns la me urc où i-cs mem:cs prophylJitrlJucs se rëvé:craicnt insurn-sante5.

Après étnde, il est apparu qu'il y av<rit lieu de lcs accorde-r dans lcs cas uinnts:

l'ariolc. — Si l'intéressé n'J p's été vacciné depuis moins de trois am, rautoJ-is:llion d'ab. cnce :o:Éra de àix-luit joun aprCs l'i olcmnt dn m\adC C'ontagkux. En pratique, en cas de Yariolc, tot: les s:ljets en contact dn malade ne pouvant Jutilier d'une Yaccination ou rc/trccination cfficnéc dans ces -délais sont immé:diatement lttccinés ou rrac:in:.. L'autoriation d'absence maxima cle dix-luit jours pou-ra t:trc Jilfi -Hrc réliuic. Elle sera de quatorze j<urs :. près imo-cuation racdnale, le malade étant isolé.

Dipltlaic. — J'autoris:llion d'abs-ence ne sera accor lée JllC si l'inll\c :..é pr0.scJJC un coryza ou une angine su pecte ou s'il est rero:lm porteur de germe:..

Pom la dptlérie cormc pour JI méningite cérébro-spinalc, la dmée de l'aho:ence ne sam-ait être déterminée à l'a'anre. Le f01H: tionn:lrc inl<res é l c pourra reprendre son sen icc qu'il p:en lcnx O:X;Lulens bac\ériolo:iques nég.\fs cHctlnl's à lmit joms u'n<(-n-rlle.

Il apprt liendra m méd:c:n l' emenlé tic l'admlstr:ation de s'as-surer Jiaic Je; fnnrlionnair-cs (l rnu:ce produisent ks ju lifikation; de p:olongJion J'alh. JICC, on n'mj)li se:ll les conCilions exigibles à leih' n:tour.

Dan. les autr-s cJ-s cle m: oJa:fies r(ont-L ieu c". lrs mc nres pr0l)hy-lactiq:u: s'a\éran\ sullis:nn:cmnt dffican- il n'y :ura D:IS lkn de prÉYui: l'éioig:wnent clr:s a:tJlJis qui seront lllli-prcnenl somni; au cont: Jle d'un médecin de l'admini-trJlion clJrgé de YCiller à l'lpflll-cation de ce:: nw \lVS.

S'il s'ai ait d'une mal:ldic rx\lpli(lnnclle en Yran:c ('holér:r, typhlu, Pf...tc, rtr.), lcs ir:t'n'. -és -cr:ficut sonni anx mestr:cs Sllé-cwll's {llli pcurJioit t:tre JHl'nUrs cr par\il :as.

## § 4. — REMARQUE GÉNÉRALE

F.n (ll\lurs Jc3 c:ls Yiécs a:l pr-é'ent ch:pr:trc, il n'y a pa; à clllir-es aulor:i:ations spél'ic\lcs d<J:J-cnre il JH'éYuir.

CE'l'aines a:nimq:J:ois o:Jt Cl'll. drms le pJS. ) ponYOir Juhnriser des foudionnallCS ir s'alf:tr:rlr dn :ervh-e Jiom subir des em:s litér-male. on m:léralc. Cl'ltc pntique est t:OldJirc aux U: po ilions où Slitlrrt g'nérJl de l-trc proh\lJ13c.

Jc: ruc: dont il s'agit ne JWan-nt èl-r-c su:Yirs qnc pendant -un përii-JC n:cll:l:;r; de congé de maladie, ou dn congó sp'tial prévu pne l'arlkk Yi de JJ loi du 10 mars 12S rc oll:y; JUX réformés àe gucr:e, ou à Vorca:ion du co: <gé amml.

D\JH(Jnc, il n'c:L pas p:ildc, en l'ah encc d ài:posilions po:rlu-cu iè:t-; d'acco:Jcr d'autoriation spéciale aux rnèr5 allaitant leur cnL:n, tant en rai-on dl' la durée de la période d'allai'merlt que de le fréq:mc des td1 enc\S néct:ssairr. Tl'mteflli, les JminhJ-a-liOili po-s<de nt llnc ûl' ani. Jlic:n molk:iclle app:oi:riéc il l<l garùc de cnf:uJl. der nnt accorJtr <ll X m lrcs la JQ3:ii)illté d'Jllriler leur cnfarll. A l'n tar de la p:ralitq:ue llYil\l rcr<rincc: cntrepri-rs, les l:l6rc. 3cs bël\l-tideront d'Lutnrliaons d'ahsm c dJP:s J limite d'nlo l'cu:c llar jour à prendre Cl\ deux fois.

Fait à P.:r:, l'r 23 mars 10.0.

l.e nânistre //Etat,  
l'IE\lE-HE\l I TUDGE.

T.e sccrdaire d'l'lat a1u Jirmccs.

Pour le secrétaire d'Etat et par àékga:ion:

Le directeur à.11 -c11Uinc,

HOBERT H.O'F.

## MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

Modirications aux. circons:ipt:ons territoriales de C)mmunes.

P<lr at:..té du 23 lén:rr 1 Jq0, le pr-éfet de la Somme a pronunc la motJifkati:m des limites territor: -es <lcs C)mmunes d'Age\ville et de HL\JlJ:c (canton de Bernaville, Hrondissement d'Am.ens), C(JJ).{t t-mément ou pJn anaex-é aiDit anélé.

----- 0. -----



:Ana'té du 22 mars 19-:iO -comJlléolnt l'Irrété du 5 octobre 19-19 relatif aux condition \ remplir pour l'aspirance aux fonctions de professcul' it l'ii\_qi[;:lion nallc>n: le des jeunes aYcuglcs (p. &IH).

'Arrété porl.lnt nomination de médecins ronq: \Jnts r{-gior::nn tle jhljj(1)J1-(i: (Jl, :fJ,j,).

Arrt./h/8 prJr.Jlll :tdnJi.;:rJll il la relra:tl, JIONJi;J'ion, \llr.;J-u:r:ll de fow:t;(lllS, :di:n-<tion:: el dé :l,hemc'lll:

JlirC'dions Mp:lrClllCJJale de ln l'OJ'u:auon :p. :;:ll i .

llûi'lnux }'- :Jialrirtnes (p. :;: Hi).

Jn.:pct'liou de ia :antJ et ûe la JIOJilili'ti(•ll (p. H).

SarJalJ<i'ians :p. :;:stl).

Lisle cl<: pliludc :wx r m:::lion:3 de directeur dc5 Jta!;LL-::;cm::nls rele- vovt dil<Cd\110111 du miJblè c de la santé publique et de la jlf-f'illôlûtlitl t.p. :81<.

Mir.isère des JJostes, télégraphes et téléphones.

'M'éte du 3 avril 191">0 relatif à l'int-égration, dans le <:adre défnitit de contrOleurs principaux et contrôleurs des postes, télégraphes et téléphones, des contrûlenrs principaux et contrôleurs dC5 anciens cadres noa Intégrés dans le c{)rps û'u.:;:ccteurs adjoints ot inspecteurs (p. 8199).

AnN: du :;: avril !1:0 relntit à l'int..lg::llhm de cel:l:linr::: rale:::orics u-agenh d;ut; k endre définitif tle contl'(,lcu:<> priH :p::ux et -<w(rûlenr; des in;tallalion él-e..Lrom.<Jni:turs des po tes, lèll'gr<phL"> c: té:éplwnr. (p. 3 !1).

#### INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

Conseil de la République. — AVîS dr. to:lcour.;: pihll' l'Cillpiii de s...ri-Luûl de;: clébitb du Conseil cie la RépuJlique :p. Hi) ..

#### AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

##### MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

ltis de concour"" pon:- le rruntrmt d'in dmiems g.:omè:rcs :J.djoints stagiaires û la d:redion de l'agricultnre, du commerce et des !orêts du protectorat de la Hépuiblque française au :Maroc ff. 38tGJ.

##### MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Acis aux exportateur de produits d'exploitation forestière ct de scierie (p. :J Hi).

Avis allx xportatens cl' y.rodui's d'exploiatlon fore-stière et de scierie vers l:t Suède (p. 3SHi).

Avis aux imr.(rlalcurs de viande de mouton en pr<>vcnan<:-e. de Hongrie (p. 381G).

'Ar'is Je lira c (le Ja t:anc:nc péclak -le P.iquo:-s rte l:t lotr:c nationale Jil'vO (p. &III).

##### MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

\*ei-; aux exportateurs de :produits d'exploit:ttion forestière d de scierie (p. 3816).

At\*â-; aux exporlatcur::: de :produits d'exploitation forestière et de scierie vers la SuMc (p. 3816).

Avis :un::: importateurs de viande de mouton CD. provenant de Hongrie (p. 381G).

:>:li IST m: m; L.: S:\l' PUBLIQ'IE l'f Di LA. TO'UL:UO:X

lh:i> de vacance de .postes de médecin inspectelll' de la santé dans les dé-partements de la Loire et de la Seine (p. 3817).

At.ris de vacance du poste de directeur économc de l'hôpital-hospi-ce de Loudéac (CÔtes-du-lord) (p. 3817).

Avis de vacance d'un l{)lste de médecin adjoint au s.:m torlum de J.i.U'rcssorc {Dasses-Pylénées). (P. 3817J.

Situation de la nanque d-e France (p. :;:818).

Annonces :T. 3819).

## DÉGRHTS, ARRÊTÉS ET GffigULAIR118

### PRESIDENCE DU CONSEIL

Conseil éoonomique.

L'ar am -Lé (n {lite du :;: nril lffJ, )(. )famicc Aubry, -:l'nétaire ri:ldHùli \rali{ITt d. l'md ('la :;: c. :;:d é(ilelun, a été promu >:l'l'rélaiie d':dmn:is.tr<liiOll f'incipal, i<•r ét:he on, <l t-ompter Ou l'n janr'ler HJ30,

### MINISTERE D'ETAT

#### FONCTION PUBLIQUE ET REFORME ADMINISTRATIVE

Instruction n{• 7 pour l'application des dispositions du statut général des fonctionnaires relatives aux congés annuels et autorisations exce:ltiom elles t'abs'lnce.

Tt.:t:liil, :llit au Jmo-w1l o/ficicl dn 26 mars 10:-:o:

]•ag-' :;:;:;: t:lwpi.tr.;: IH, p.lragmphe fer, ° l'al"tiripaliPil at:\ tr.:v vaux de or dtJi. Ju(- profit•S;:;:iullit'l', :;:l tlinl!J:

AU lii-U de;

« 11 VII (1. :;:i) (1111) :;:('tc :r:ritit;: ne peut nuil'c à la Jlonnc m;tr(l'e de:::> r'ra'ies }u.:i doit-t:lle :;:;:xerc'l'r l'il dehors de::: lleurl::: de travail.

(( A titre e:xcl'JHior:nci des déroga:ions pourront é:rc uecordés à cette règle sur -demande motivécJ présentée aux chers de service Onns des conditions fixées par aédsion des ministres intéressés. 'oute:ois, en raison de l'importance génêw.le que rcvN la Oé!Cnsc de ces inten't.:. rNI;tinrs faeil{(:;: s'ont appor>:lt:: nux rcprt'sch'tants syndicaux petr le :;:latet géi:(ral dc.s fuitdiultEairl' ".

Ji:c:

(( 1l \-l de .soi que n.:te eH'LiYit: r: !••l rwr:•: â :a b<rr:l' rntli'he cliai :rvir:cs. Au:::i d(Jit-f:ile s'E'xer••r en l:cllor;: des IH m'es tk l:rvni!. Toutefois, à titre cx\p'iolnel, de::: déro aliono, pour:ojd C:tn;:u c>rtées. û tette règle sur demanue -motivéc, JH'escntéc aux chefs de erv:le dmE de conditions flxtJes par d.Jdsion des ministret i.nél'C">:>é".

(( Pur nillcur3, en raison de l'importance générale que rcvN la défense de ces intérêts, certaines facilités sont apportées aux rcpré-Eicntants syndicaux par le statut général des fonctionnaires ..

### MINISTERE DE LA JUSTICE

Nomination dos membres du jury de l'examen prolessinnn'!! d'entrée dans la magistrature.

Par arrêté du tr avril 1!;:;:), sont nommés, pour la se:-:iùn fixéo au 27 avril 19;:;:), membres du jury de l'examen l•rofr- ionnel <l'entrée dans la magistraturo:

:;:TL\ Lacoste, conseiller à la cou:-: de cnssalon.

Freche, dircctcur du personnel et de l:l :ompt:ll:itité.

Jthier, avocat général près la cour d'appel de Pari::;

Holleaux, conseiller à la cour d'appel de Paris.

Combaldu, suln:titut du procurC'ur (le la nepublii'UC prt-. le

tribunal de première instance de la Seine.

:;:1. Lacoste exercera les !onetions de préldent du jury.

Education surveillée.

Par arrêté du iG mars m50, la nomination en qnalité d'éduea'cur adjoint stagiaire à l'institution publique d'érlucntinn smrfillrc rle Neurchtl.tcau de M. Conrath (Paul), demeurant ;: lcaux (:C:rinc-el-Marne), prend effet lt compter du 15 j::mvier i;:iO.

Greffiers.

Par arrêté du Bi mars 1950, sont nommés cil qualilli de :;:dficr de 6o classe personnelle et a(lect!ls aux postes ci-après désignés les candidats dont les n(oms suivent qui ont été Jdmis Jux roncons de 19i8 et 1W9:

Cour d'appel d'Alger (l)oste eréé).- M. Pons (Clui:::tan) conl'Aa13 de 1949).

Tribunal civil d'Alger.- M. Bo:t:ijni (omar) (concours de 1(1'19j, en r-emplacement de M.. Ada, qui.. u thê nommé à. }a c.our d'tppcl.

INFORMATIONS RELATIVES  
A L'ASSEMBLÉ DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour. — Convocation des commissions (p. 4161).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

LE JOURNAL DES FRAISES ET DES FRAISES FRAISES FRAISES

- Avis relatif à la mise en vente par l'Imprimerie nationale du code généré des impôts (p. H2).
- Avis aux importateurs de raisins secs en provenance de Grèce et de Turquie (p. 1162).
- Avis aux importateurs de produits en provenance de la République Argentine (p. 416-2).
- Avis aux importateurs de coquilles en provenance du Brésil (p. UG2).

MILITAIRES DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

- Avis aux importateurs de coquilles en provenance du Brésil (p. HG2).
- Avis relatif à l'utilisation d'un contingent de benzol destiné à la fabrication de supercarburant (p. 1162).

MINISTRE DE L'AGRICULTURE

- Avis aux importateurs de Nisins secs en provenance de Grèce et de Turquie (p. U62).
- Avis aux importateurs de produits en provenance de la République Argentine (p. H62).
- Annexes (Jl. H63).

DEBATS PARLEMENTAIRES

VUELLICATIONS DES DÉCLARATIONS SÉPARÉES

No 44 A. N.

Assemblée nationale. Comptes rendus *in extenso* des débats du 28-avril 1950. — Que l'on s'écrit. Hoell (Jl) des ministres aux questions écrites. (p. 3033).

Prix: 6 F

## DÉCLARATIONS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

### MINISTRE D'ÉTAT

#### FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORME ADMINISTRATIVE

Instruction no 4 bis pour l'application du statut général des fonctionnaires complétant les dispositions de l'instruction no 4 du 13 mars 1943 relative à l'institution des comités médicaux l'admission aux emplois publics et l'attribution des congés de maladie et de longue durée.

Rectificatif au Journal officiel du 8 avril 1950: page 3835. 1re colonne, 1er paragraphe: 1er, 1er, premier alinéa, après: « à condition qu'il: soient placés dans la position... », ajouter: « d'activité ou dans celle de détachement conformément aux règles de ce statut »; 2e colonne, 1er paragraphe 3, premier alinéa. a lieu de: « la rubrique a du présent paragraphe... », lire: « la rubrique du présent paragraphe... ».

Instruction no 7 pour l'application des dispositions du statut général des fonctionnaires relatives aux congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence.

Rectificatif au Journal officiel du 26 mars 1950: JH 3338, chapitre III, paragraphe 3, Aulorisi. l'on d'absence à accorder aux fonctionnaires ayant avec une personne atteinte de maladie contagieuse, après la mention: « Diphtérie. — L'autorisation d'absence ne sera accordée que si l'intéressé présente un coryza ou une angine suspecte ou s'il est reconnu porteur de germes », ajouter: « Moeningte Oorébro-spinal. — L'autorisation d'absence ne sera accordée que si l'intéressé présente un coryza suspect ou s'il est reconnu porteur de germes »; *in fine*, ajouter: « Le ministre de la Santé publique et de la population, Pierre SCHNEITER ».

### MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Décret du 27 avril 1950 portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur,

Pur décret en date du 21 avril 1950, pris sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre des affaires étrangères, vu la décision du conseil de l'ordre du 25 avril 1950 portant que la nomination faite par le présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, est nommé dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

*Au grade de chevalier.*

L'École coloniale d'agriculture de Tunis.

Décret du 27 avril 1950 portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur,

Par décret en date du 21 avril 1950, pris sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre des affaires étrangères, vu la décision du conseil de l'ordre en date du 25 avril 1950 portant que la nomination faite par le présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, est nommé dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

*Au grade de chevalier.*

f. Fournier (Gml:ve), premier Yke-président de la chambre Iran casse le commerce et d'industrie de l'économie (Maroc): 10 ans sen-lees.

### MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Décret du 28 avril 1950 portant dissolution du conseil municipal de la commune de Levallois-Perret (Seine) et institution d'une députation spéciale.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du Vice-président du conseil, ministre de l'intérieur, et du secrétaire d'Etat à l'intérieur,

Vu les articles 13 et 14 de la loi du 5 avril 1884;

Vu l'article 23 du décret du 5 novembre 1926;

Vu l'article 12 de la loi du 5 avril 1881, modifié par la loi du 9 mars 1900;

Vu l'article 11 de la loi du 5 avril 1881, modifié par la loi du 9 mars 1900;

Vu la loi no 17-172 du 5 septembre 1917 fixant le régime général des élections municipales, et notamment les articles 1er et 2;

Considérant que depuis les élections municipales qui se sont déroulées le 19 octobre 1949 dans la commune de Levallois-Perret (Seine), il a été procédé à la désignation du maire et des adjoints;

Que par arrêté du 10 mars 1950, le conseil d'Etat a rejeté la requête formée par M. Deutschnann, maire de Levallois-Perret contre la décision du conseil de préfecture de la Seine, en date du 28 novembre 1949, tendant à son élection en qualité de conseiller municipal;

Qu'à la suite de cet arrêt, six conseillers municipaux ont remis leur démission; l'un est définitive;

Que l'application des paragraphes 1er et 2 de l'article 7 de la loi du 5 septembre 1917 susvisée, relatifs aux vices intervenus au sein du conseil municipal de communes de 9.000 habitants et plus ne permet pas de compléter légalement le conseil municipal;

Que l'article 77 de la loi du 5 avril 1881, modifié par la loi no 9 mars 1936, p. 1er, critiquant qu'avant la convocation des conseils municipaux en vue de la désignation du maire et des adjoints, il est procédé aux élections complémentaires qui pourraient être nécessaires pour compléter le conseil municipal;

Qu'en ce qui concerne la ville de Levallois-Perret (Seine), composée de plus de 9.000 habitants, des élections complémentaires ne sauraient être envisagées, cette procédure devant avoir nécessairement pour conséquence de détruire la représentation proportionnelle, applicable à ladite commune en vertu de l'article 1er de la loi du 5 septembre 1917 susvisée, ce qui serait contraire à l'objet même de la loi;

Qu'au surplus, la loi du 5 septembre 1917 susvisée ne prévoit aucun cas d'élections complémentaires, mais l'exécution de la loi de l'Etat intégral du conseil municipal, dans l'hypothèse où il y a perdu la moitié de son effectif;

Que cette règle, qui se substitue, pour les communes de 9.000 habitants et plus, aux prescriptions de l'article 43 (§ 1er) de la loi no 9 mars 1936 susvisée par la loi du 9 mars 1936 prévoyant 4e